

SOMMAIRE

UN SONDAGE RÉVÈLE QUE LES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF AFFRONTENT DES DÉFIS CROISSANTS.

En mai 2022, l'Ontario Nonprofit Network (ONN) et l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) ont embauché la firme Community Researchers pour mener un sondage bilingue auprès des organismes sans but lucratif de l'Ontario. Le sondage portait sur les expériences de ces organismes entre avril 2021 et mars 2022 du point de vue de la santé financière, de la dotation en personnel et en bénévoles et des opérations générales. Il fait suite à trois sondages précédents menés par l'ONN et l'AFO en 2020 et 2021.

Les organismes sans but lucratif (OSBL) de l'Ontario n'ont pas fini d'affronter les retombées de la pandémie, notamment un niveau de demande sans précédent pour les services, l'effet domino du taux d'inflation record, la précarité financière qui s'aggrave et une crise persistante des ressources humaines et du bénévolat. Manifestement, les solutions tentées actuellement sont inefficaces, car la santé du secteur décline. Il est grand temps de mettre en œuvre une réponse coordonnée à l'échelle du secteur et des solutions politiques à long terme, non seulement pour atténuer les défis que les OSBL affrontent à présent, mais aussi pour nous préparer à affronter les défis de l'avenir. Si on n'agit pas, l'érosion de l'infrastructure sociale vitale de l'Ontario ira en s'accéléralant.

Le sondage a été mené du 11 mai au 3 juin 2022 et environ 1500 réponses ont été reçues. Il s'adressait à tous les OSBL, aux organismes de bienfaisance et aux organismes locaux populaires de l'Ontario ayant un mandat de service public, notamment les organismes gérés par des bénévoles, des entreprises sociales sans but lucratif et des coopératives

sans but lucratif. Dans le souci de mettre en lumière les effets qu'éprouvent des organisations et des groupes ayant souvent été négligés et sous-représentés dans le passé lors de l'élaboration de politiques à cause du racisme systémique et du colonialisme, le sondage de cette année a demandé aux organismes d'indiquer s'ils se définissent comme étant dirigés par des Noirs, au service des Noirs ou axés sur des intérêts des Noirs, et/ou dirigés par des autochtones, informés par des autochtones, au service des autochtones ou en partenariat avec des autochtones (les abréviations de ces définitions étant B3 et I4)¹. Résultat : trois pour cent des répondants ont indiqué que leur organisme est de type B3 et deux pour cent ont indiqué I4. Nous continuerons de bâtir sur ces données de concert avec des partenaires dans le réseau.

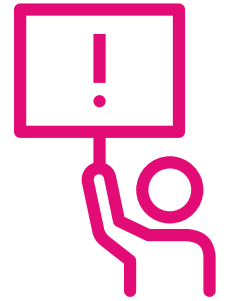
L'ONN a préparé les ressources suivantes à partir du sondage :

- **Un rapport des principales constatations**, avec des politiques recommandées aux gouvernements et des actions recommandées au secteur des organismes sans but lucratif;
- **Un rapport technique**, qui présente les données croisées selon les régions, les sous-secteurs, la nature des opérations, le statut B3 et I4, la ruralité, les organismes exclusivement bénévoles et la langue de l'organisme;
- **Des ensembles de données anonymisées**, auxquels le public a accès dans le site Web de l'ONN;
- **Des ressources pour les communications**, qui peuvent aider les OSBL à diffuser les résultats du sondage dans divers contextes et soutenir leurs efforts d'orientation des politiques publiques et leurs relations avec les gouvernements.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

LA DEMANDE POUR LES SERVICES DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF EST PLUS FORTE QUE JAMAIS.

Dans l'ensemble, 74 pour cent des organismes ont indiqué que la demande pour leurs services a augmenté en 2022. Ce résultat est nettement à la hausse en comparaison avec 2021 (63 pour cent) et 2020 (47 pour cent).



L'augmentation se fait voir dans tous les sous-secteurs (p. ex., services sociaux, santé, environnement)² et non seulement dans les secteurs où l'on pourrait s'y attendre davantage. Quarante-neuf pour cent des organismes dans le domaine de la santé et 81 pour cent des organismes dans le domaine des services sociaux ont indiqué que la demande est plus forte pour leurs services, ainsi que 86 pour cent des organismes subventionnaires, 73 pour cent des organismes dans le domaine des services juridiques et de la représentation et 71 pour cent des organismes dans le domaine de l'environnement. La région de Peel a le plus grand nombre d'organismes qui indiquent une demande accrue pour leurs services. Tous les répondants de type B3 et I4 ont indiqué une demande accrue pour leurs services.

Les communautés cherchent du soutien du côté des OSBL alors qu'elles affrontent des problèmes sociaux persistants et plus complexes. Les OSBL aident les gens à retourner au travail, rendent des services de première ligne et fournissent des soins essentiels aux aînés, aux jeunes, aux malades et aux personnes fragiles.

Les organismes B3 et I4 réagissent aux besoins, tout en se redressant eux-mêmes, à la suite de l'impact disproportionné de la pandémie sur les communautés noires et autochtones. Ils travaillent aussi auprès de leurs communautés pour se remettre des méfaits du passé et combattre les systèmes d'oppression du présent. Les OSBL comblent aussi des lacunes dans des domaines comme le logement abordable, les programmes de santé mentale et de toxicomanie et les services d'établissement. Nos théâtres et nos festivals, nos ligues de soccer pour jeunes et nos lieux de cultes raniment maintenant la vie communautaire après la COVID-19. On ne prévoit pas que cette augmentation de la demande pour les services ralentira prochainement, surtout si l'on considère les incertitudes qui perdurent internationalement.



“

La demande pour nos services a grimpé de 100 %, mais le financement ne va pas continuer. Pour nous, c'est un immense défi, c'est très inquiétant et nous ne prévoyons pas que la demande va baisser.
(Un OSBL, Toronto)

”

“

Nous sommes un organisme local d'action contre les changements climatiques. Nous prévoyons une immense augmentation de la demande pour nos services, ainsi qu'un manque de soutien administratif pour notre type d'OSBL.

(Un OSBL dans l'est de l'Ontario)

”


Le nombre de clients qu'on nous envoie augmente grandement et nous n'avons pas suffisamment de personnel pour répondre à la demande. La complexité des besoins des clients a augmenté en raison de la pandémie, de l'isolement et du manque d'occasions de socialiser.
(Un OSBL dans la région de Durham)

L'INFLATION AUGMENTE RAPIDEMENT LES COÛTS ALORS QUE LES REVENUS DIMINUENT.

Quatre-vingt-trois pour cent des organismes ont vu augmenter leurs coûts, en comparaison avec seulement 64 % en 2021. Alors que la majorité des organismes dans tous les sous-secteurs indiquent que leurs coûts ont augmenté, une plus grande proportion d'organismes de type B3 (96 %) et I4 (93 %), d'organismes ruraux (88 %), d'entreprises sociales (90 %) et d'organismes dans l'est de l'Ontario (92 %) ont indiqué que leurs coûts ont augmenté.



Moins de la moitié des organismes ont indiqué que leurs revenus ont augmenté. Parmi ceux-là, la plupart ont indiqué que l'augmentation se chiffrait entre 1 et 24 % et qu'une bonne part de l'augmentation provenait de mesures de soutien temporaires en réponse à la pandémie, ou d'augmentation des subventions gouvernementales aux programmes. Les organismes plus grands étaient plus susceptibles d'indiquer que leurs revenus ont augmenté, tandis que les organismes plus petits ont subi une diminution. Les OSBL internationaux, les groupes confessionnels, les groupes de sports et de loisirs, ainsi que les organismes de type B3 et I4, ont plus souvent indiqué que leurs revenus ont diminué.



Les entreprises sociales et les coopératives sans but lucratif étaient plus susceptibles de voir diminuer leurs revenus autonomes.

En revanche, les trois quarts des organismes ont indiqué que leurs dépenses ont augmenté dans l'ensemble cette année, en comparaison avec seulement 55 pour cent des organismes en 2021. Certains organismes de Durham, de Toronto et de Peel ont indiqué que leurs dépenses ont grimpé de plus de 100 %.

Les deux tiers des organismes ont indiqué que l'inflation et la diminution des dons sont les plus importantes difficultés qu'ils affrontent. Un plus grand nombre d'organismes de la région de York et d'organismes autochtones ont indiqué qu'ils ressentent les effets de l'inflation, tandis que les organismes de la région de Niagara, les groupes confessionnels et les organismes de type B3 étaient plus nombreux à indiquer que les dons reçus ont diminué.

La rapidité de l'inflation en Ontario a un effet domino dans le secteur. À mesure que les familles resserrent leurs budgets et peinent à subvenir à leurs besoins quotidiens, elles se tournent vers les OSBL pour obtenir du soutien. Dans la même veine, les OSBL elles-mêmes affrontent la hausse des coûts de leurs opérations à cause de la hausse des coûts des services publics, des produits et services et des assurances, de sorte qu'elles doivent accomplir plus de travail avec moins de moyens. Dans le passé, les OSBL pouvaient pallier les insuffisances de fonds grâce à des initiatives de revenus autonomes, des campagnes de collecte de fonds et des dons, mais les coûts plus élevés pour la tenue d'événements et les incertitudes d'envergure mondiale exercent une pression à la baisse sur ces revenus également.

Pendant ce temps, les ententes de paiements de transfert gouvernementaux n'ont pas suivi le rythme des coûts réels de la prestation des services au fil des années et si on tient compte des effets de l'inflation, elles ont en fait diminué. Au contraire du secteur à but lucratif, nombre d'OSBL n'exige pas de frais pour leurs services et même lorsqu'ils le font, le prix demandé est inférieur au prix courant du marché. Les organismes à but lucratif peuvent toujours augmenter leurs frais et leurs services, mais les OSBL qui offrent des services moyennant paiement n'ont pas la même flexibilité pour fixer leurs prix et réduire leurs coûts, car le résultat serait que des services communautaires essentiels deviendraient moins accessibles et de moindre qualité.

“ Nous comptons sur les collectes de fonds et les dons pour générer 45 % de nos revenus, mais les dons diminuent constamment. Nos fonds fournis par la province et la municipalité n'ont pas augmenté depuis plus de dix ans, malgré l'inflation. (Un OSBL dans la région d'Ottawa) ”

“ Alors que nous tentons de nous redresser après la pandémie, nos coûts ont augmenté et nous avons perdu du personnel. Nos revenus sont loin d'être ce qu'ils étaient avant la pandémie. Nous prévoyons que nous aurons encore deux ans de déficits avant de retrouver notre équilibre. (Un OSBL Toronto) ”

LES OSBL SUBISSENT UNE CRISE DES RESSOURCES HUMAINES ET PAR CONSÉQUENT, DES PROGRAMMES ET DES SERVICES ONT DIMINUÉ, DES LISTES D'ATTENTE ONT ALLONGÉ ET DES PROGRAMMES ET SERVICES SONT ÉLIMINÉS.



Un tiers des organismes indiquent que leur taux d'emplois vacants est supérieur à 10 pour cent. C'est dans la région de Peel que les postes vacants sont les plus nombreux : 12 pour cent des répondants ont indiqué que le taux de postes vacants dépasse 50 pour cent.

Soixante-cinq pour cent des répondants disent que le recrutement et la conservation de leur personnel posent un défi. Un plus grand nombre d'organismes autochtones (87 pour cent), d'organismes dirigés par des Noirs (82 pour cent) et d'organismes de la région de Niagara (79 pour cent) ont indiqué que le recrutement et la conservation du personnel posent un défi. Bien que les défis soient plus aigus dans le secteur des services à la personne, au moins 50 pour cent des organismes dans chacun des sous-secteurs indiquent qu'ils affrontent des défis en matière de recrutement et de conservation du personnel.

Par conséquent, 85 pour cent des organismes indiquent qu'ils diminuent leurs programmes et leurs services, allongent leurs listes d'attente et/ou mettent fin à des programmes ou à des services. Des organismes ont indiqué que la crise des ressources humaines retarde nettement la prestation des services, nuit à la qualité des programmes et décourage l'innovation.

Les OSBL sonnent l'alarme sur la crise des ressources humaines depuis presque un an, dans une période où il importe plus que jamais de recruter et de conserver les meilleures personnes pour accomplir les missions de nos organismes de service à la communauté et affronter les problèmes sociaux les plus complexes de notre époque. Nous sommes en concurrence entre nous, ainsi qu'avec les organismes à but lucratif et le secteur public, pour recruter des personnes capables et compétentes, alors même que l'ensemble de la province affronte une pénurie de main-d'œuvre d'envergure générationnelle, donc nous peinons à tenir le coup.

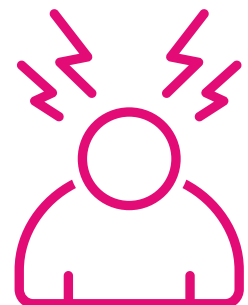
Les causes multiples de la crise des ressources humaines sont systémiques. À défaut de solutions systémiques, la main-d'œuvre continuera de s'effriter et les Ontariennes et les Ontariens continueront de perdre des services de haute qualité et d'importance vitale.

Nos efforts multiples et répétés de recrutement pour nos emplois vacants ne marchent pas.

“ Conserver notre personnel actuel est un défi, à cause de l'épuisement qui résulte du fait de devoir prendre la relève quand des collègues quittent leur emploi. Donc, le niveau et la qualité de nos services diminuent. (Un organisme de Toronto) ”

“ Nous avons annoncé récemment que notre organisme devra se dissoudre en raison de l'épuisement de nos bénévoles et du manque de fonds pour embaucher du personnel. (Un organisme de Toronto) ”

L'ÉPUISEMENT ET LE STRESS PROFESSIONNEL, LE MANQUE DE PERSONNES COMPÉTENTES, LES DISPARITÉS SALARIALES ET LA RÉMUNÉRATION PEU COMPÉTITIVE SONT LES PRINCIPAUX FACTEURS QUI NUISENT AU RECRUTEMENT ET À LA CONSERVATION DU PERSONNEL.



Les deux tiers des organismes ont indiqué que l'épuisement et le stress du personnel, ainsi que le manque de personnes compétentes (c.-à-d. de candidatures présentant les habiletés recherchées), sont les principaux facteurs qui nuisent à leur capacité de recruter et de conserver du personnel. Les disparités salariales et les conditions de rémunération trop peu compétitives sont d'autres raisons indiquées par plus de la moitié des organismes, tandis qu'un tiers des organismes a indiqué que le manque de fonds est aussi un obstacle.

Le personnel des OSBL ne peut plus tenir le coup dans leurs emplois précaires et faiblement rémunérés. La forte montée de l'inflation accélère l'exode des travailleuses et des travailleurs dans tout l'éventail des postes, alors que l'augmentation du prix du carburant, des aliments et du logement les oblige à recourir eux-mêmes aux services de soutien qu'ils fournissent, ou encore à quitter les villes où ils habitent. Les personnes qui restent dans le secteur sont au bord de l'épuisement, vu l'augmentation de la demande pour les services et la lourde charge de travail à accomplir malgré l'insuffisance des ressources et le roulement du personnel. Par ailleurs, la numérisation rapide du secteur depuis deux ans et demi oblige les OSBL à recruter des personnes ayant des expertises et des compétences variées dans des domaines comme les technologies de l'information, la gestion des ressources humaines, le marketing numérique et l'analyse de données. La pénurie de compétences est aussi aggravée par le grand nombre de personnes qui partent à la retraite. Comme la demande pour la main-d'œuvre est forte, les recrues sont en mesure de rechercher un travail plus attrayant, notamment de meilleurs salaires, des avantages sociaux complets, des horaires flexibles, du travail hybride et une stabilité à long terme, au lieu de simplement y aspirer.

“

Des membres de l'équipe de direction de notre organisme prennent leur retraite et nous n'avons pas les personnes qu'il faut pour assurer la succession. Le gouvernement a aussi transféré des responsabilités et des tâches sans y joindre des mesures de compensation ou de soutien. Le manque de personnel et l'insuffisance du soutien entraînent des problèmes de santé mentale et de bien-être. (Une entreprise sociale de l'est de l'Ontario)

”

“

Si nous n'agissons pas sur les échelles salariales, nous ne pourrons pas remplir les postes vacants. Il nous faudrait une augmentation d'environ 8 %, plutôt que de 2 %, simplement pour couvrir les coûts de la rémunération du personnel. (Un organisme le sud-ouest de l'Ontario)

”

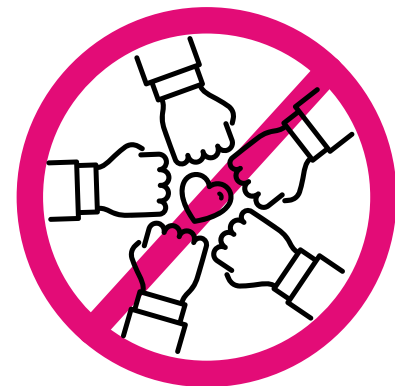
“

Le secteur des OSBL est en concurrence avec le secteur public pour le recrutement du personnel. Si les salaires n'augmentent pas de manière à se rapprocher de ceux du secteur public, je ne vois pas comment les OSBL pourront conserver leur personnel, étant donné l'augmentation de l'inflation. Le projet de loi 124 ne fait qu'aggraver le problème. (Un organisme le sud-ouest de l'Ontario)

”

LES BÉNÉVOLES NE REVIENNENT PAS.

Soixante-deux pour cent des organismes ont perdu des bénévoles, surtout dans les domaines de la santé, des sports et des organismes confessionnels. Plus de la moitié des répondants ont indiqué qu'ils ont de la difficulté à recruter de nouveaux bénévoles et 40 pour cent ont indiqué qu'ils ont de la difficulté à convaincre leurs anciens bénévoles de revenir. D'autres facteurs qui aggravent le manque de bénévoles sont leurs inquiétudes pour leur sécurité en temps de pandémie et la volonté de prendre leur retraite.



Les bénévoles jouent un rôle important dans ce secteur, où ils consacrent leur temps et leur expertise, renforcent la communauté par leur travail de sensibilisation, soutiennent les événements spéciaux, font de la collecte de fonds, participent à la prestation de programmes et de services, développent les capacités organisationnelles et assurent un leadership stratégique. Sans bénévoles, nombre d'OSBL n'existeraient pas, car près de la moitié du secteur est géré uniquement par des bénévoles. Le bénévolat alimente aussi la vie démocratique en nourrissant la confiance et en encourageant la participation aux processus et aux institutions politiques. La vitalité des communautés et la viabilité des OSBL dépendent de la capacité de rebâtir la participation bénévole.

“

La reprise de nos activités en tant qu'organisme bénévole est un défi.

Nos bénévoles hésitent à revenir.

(Un organisme le sud-ouest de l'Ontario)

”

“

Notre programme mené par des bénévoles a été décimé par la pandémie et nous devons maintenant le rebâtir. Ce serait bien que tous les paliers de gouvernement y mettent des ressources, des mesures d'incitation et des efforts de promotion.
(Un organisme le sud-ouest de l'Ontario)


”

LES OSBL SONT MOINS OPTIMISTES POUR LEUR VIABILITÉ FINANCIÈRE.

Plus d'un tiers des organismes prévoient qu'ils ne seront pas en mesure de soutenir leurs opérations pendant plus d'un an. La viabilité financière des organismes de type B3 est particulièrement précaire, car les deux tiers de ces organismes indiquent qu'ils seront incapables de soutenir leurs activités pour plus d'un an. Les organismes plus petits, les groupes environnementaux, des organisations populaires de base et les organismes entièrement bénévoles ont plus souvent indiqué qu'ils ne pourraient pas soutenir leurs opérations pendant plus d'un an.



Les OSBL sont moins optimistes cette année, en comparaison avec l'an dernier, en ce qui concerne l'amélioration éventuelle de leur situation financière au cours des six à douze prochains mois. Cette année, un plus grand nombre d'organismes a indiqué que leur situation allait demeurer la même ou empirer. Les organismes axés sur les besoins des Noirs et les partenariats autochtones étaient les plus susceptibles d'indiquer que leur situation financière allait empirer au cours de la prochaine année.



Il n'est pas étonnant que les organismes sans but lucratif, et surtout les organismes de type B3, soient moins optimistes pour leur viabilité financière en comparaison avec l'an dernier. Parce qu'ils doivent se redresser à la suite de la pandémie tout en confrontant de nouveaux défis, leurs ressources sont sursollicitées et les modèles de financement vétustes échouent à la tâche. Le secteur a maintes fois critiqué le modèle du financement à court terme axé sur les programmes, car il ne couvre pas les dépenses du fonctionnement général que les OSBL doivent couvrir pour livrer leurs programmes et services. Les organismes de type B3 ont toujours réclamé des fonds pour soutenir les besoins urgents et spécifiques des communautés noires, bâtir durablement les capacités organisationnelles et compenser le sous-financement chronique du passé. Il est crucial que les organismes puissent compter sur du financement flexible et ciblé pour pouvoir réagir rapidement à un environnement en plein changement et déployer leurs ressources en conséquence. La flexibilité est une qualité particulièrement importante actuellement en ces temps qui changent rapidement.

“

Le manque de financement de base continue de poser un grand défi à notre petit organisme B3. Cela nous empêche de planifier l'embauche d'employés, de fournir nos programmes et de tracer nos orientations stratégiques pour plus de 3 à 6 mois à la fois. Il faudrait que nous ayons accès à des moyens technologiques et à un fonds de réserve pour pouvoir exécuter notre mandat adéquatement.

(Un OSBL Toronto)

”


BEAUCOUP D'OSBL N'ONT PAS ÉTÉ ATTEINTS ET AIDÉS PAR LES MESURES DE SOUTIEN GOUVERNEMENTALES.



Plusieurs programmes d'aide gouvernementale bien en vue n'ont atteint qu'un petit nombre d'organismes sans but lucratif. Plusieurs programmes d'aide gouvernementale bien en vue n'ont atteint qu'un petit nombre d'organismes sans but lucratif. Au palier fédéral, seulement deux pour cent des OSBL ont profité du Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées (PREPDT) et seulement huit pour cent des organismes artistiques ont profité du Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (PRTA). Ces deux programmes ont été mis sur pied à la suite de l'élimination, à l'automne de 2021, de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), qui a été une mesure de soutien vitale pour le secteur des OSBL en 2020 et en 2021.

Au palier provincial, la moitié des organismes sondés ont indiqué qu'ils ont profité de la Subvention ontarienne de secours pour les petites entreprises, mais seulement 26 pour cent ont profité du Programme ontarien de remise pour les coûts à l'intention des entreprises. Seulement huit pour cent des organismes sportifs ont indiqué qu'ils ont reçu des fonds du gouvernement de l'Ontario pour la stabilisation du secteur des sports et des loisirs et seulement 11 pour cent des organismes dans le domaine des services sociaux ont pu profiter des Fonds de secours pour les services sociaux.

La participation au Fonds pour les communautés résilientes de la Fondation Trillium de l'Ontario (FTO) a considérablement augmenté, étant donné qu'un organisme sur cinq y a obtenu des fonds. En revanche, moins d'un organisme sur dix parmi les répondants a profité du Fonds pour le développement des collectivités de la FTO.



Le secteur des OSBL affronte des défis particuliers qui nécessiteraient des solutions conçues spécifiquement pour ce secteur. Mais au contraire, il arrive souvent que la conception des programmes et les mesures de soutien du gouvernement ne tiennent pas compte de l'impact sur les 58 000 organismes sans but lucratif de l'Ontario et créent ainsi des lacunes flagrantes. Ce secteur est diversifié et ces organismes travaillent avec plusieurs ministères provinciaux, dont les ministères de la Santé, du Travail, des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires, des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs, des Services aux aînés et de l'Accessibilité, ainsi que les ministères d'exécution qui financent des OSBL dans les domaines des arts, du sport, de l'emploi et de la formation. Il est urgent de mieux rationaliser et coordonner la relation du secteur avec le gouvernement à travers tout l'éventail des ministères.



Nous n'étions pas admissibles aux subventions offertes par le gouvernement fédéral, et de son côté, le gouvernement provincial semble parfois ignorer tout à fait le secteur sans but lucratif. Ce qu'il nous faut désespérément, c'est du financement indexé à la hausse du coût de la vie, au lieu de la pratique longuement établie qui consiste à donner aux OSBL le même montant en financement année après année.

(Un OSBL Toronto)





Nous sommes un petit fournisseur régional de services à la jeunesse. Nous glissons entre les mailles du filet de la plupart des programmes fédéraux et provinciaux de subventions aux arts, à la culture ou au patrimoine, ce qui veut dire que nos sources d'aide financière sont extrêmement limitées.
(Un OSBL le centre de l'Ontario)



Nous avons présenté des demandes à de nombreux programmes de subventions et nous n'avons PAS eu de succès. Le processus prend beaucoup de temps et il ne met pas tout le monde sur un pied d'égalité. Nous n'avons obtenu aucune aide du gouvernement provincial et rien non plus du gouvernement régional.
(Un OSBL de Halton)



LES OSBL FRANCOPHONES SUBISSENT EUX AUSSI L'IMPACT DE L'INFLATION ET DE LA PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE



Quatre-vingt-quatre pour cent des OSBL francophones ont dépensé davantage cette année en comparaison avec l'an passé. Parallèlement, deux OSBL sur trois disent que la demande pour leurs services a augmenté en comparaison avec l'an dernier. Trois OSBL francophones sur quatre indiquent qu'ils ont de la difficulté à recruter et à conserver leur main-d'œuvre.

Le manque de candidatures présentant les qualifications souhaitées et la compétition pour le recrutement du personnel nuisent à la croissance – et dans certains cas à la stabilité – des OSBL francophones.

En revanche, l'impact de la pandémie sur la santé financière des OSBL francophones a été moindre en comparaison avec d'autres parties du secteur sans but lucratif. Au début de la pandémie, un OSBL sur trois doutait de pouvoir survivre pendant plus de six mois. Ce nombre s'est stabilisé et pour ce qui est des OSBL francophones, il est resté inférieur à 20 % pendant plus d'un an. En moyenne, les OSBL francophones se disent davantage satisfaits de l'aide fournie par les gouvernements fédéral et provincial pendant la pandémie.

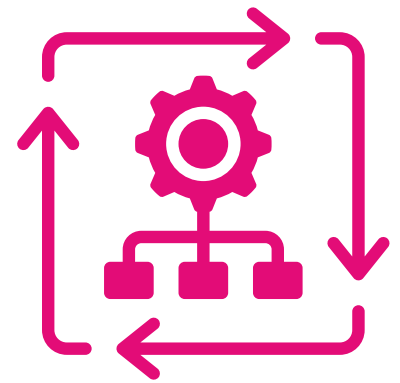
Les OSBL francophones sont d'importants partenaires du gouvernement pour la prestation de services en français dans plusieurs domaines d'importance vitale pour la francophonie et le développement économique, social et culturel du Canada et de l'Ontario. Les gouvernements du Canada et de l'Ontario continueront d'être d'importants partenaires pour assurer aux OSBL francophones les outils qu'il leur faut pour affronter ces défis.

“ Le manque de personnes ayant des compétences spécialisées dans des niches spécifiques et le manque de main-d'œuvre sont des défis pour nous.
(Un OSBL de la région d'Ottawa)

”

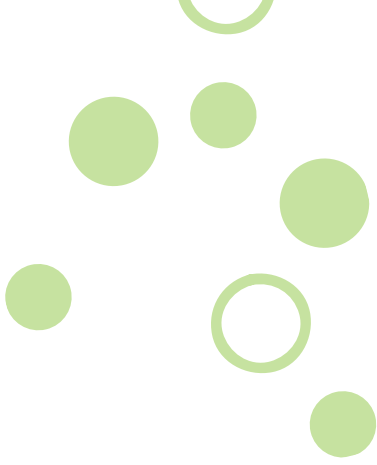
LES ONTARIENS ET LES ONTARIENNES PERDENT DES INFRASTRUCTURES SOCIALES VITALES AVEC LA FERMETURE DES OSBL.

Dans l'ensemble, un tiers des organismes ont dit savoir que d'autres organismes dans leur sous-secteur ont fermé de façon permanente pendant la pandémie. Ce nombre est nettement à la hausse depuis l'an dernier, où il n'était que de 18 pour cent. L'impact varie selon les régions et les sous-secteurs.

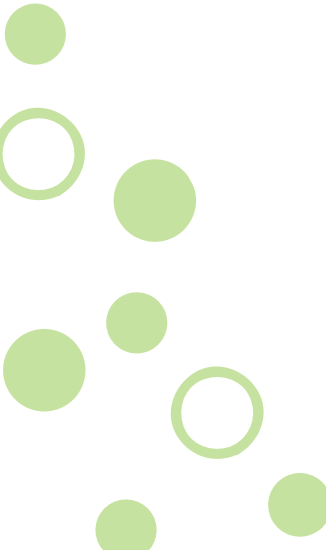


À Ottawa, plus de la moitié des répondants connaissent d'autres organismes qui ont fermé leurs portes de façon permanente. La situation est encore plus grave pour les organismes des sous-secteurs des arts, de la culture, du patrimoine et du tourisme (58 pour cent) du sport et des loisirs (56 pour cent) et des organismes confessionnels (37 pour cent).

Les OSBL forment un maillage d'infrastructures sociales essentielles qui favorise le bien-être et le développement économique des communautés locales. Les OSBL sont les premiers à signaler les crises et à répondre aux besoins de la communauté quand d'autres ne le peuvent pas, et ils dépensent l'argent des contribuables localement. Les communautés dotées de meilleures infrastructures sociales arrivent plus facilement à réagir et à résister aux urgences et à se rétablir par la suite. Si nous perdons nos OSBL, nous perdons le « mortier communautaire » qui aide les Ontariens et les Ontariennes à prospérer et nous mettons à risque notre viabilité économique, sociale et culturelle. La disparition rapide des OSBL est alarmante, car tout se passe sans faire grand bruit et les personnes qui en souffrent le plus n'ont nulle part où se tourner.



“ Nos fonds pour le counseling ont plafonné depuis des années et nous en subissons les conséquences. Si la situation ne change pas, d’ici quelques années nous ne pourrons plus soutenir ces programmes, ce qui laisserait une ville de 150 000 habitants sans ce soutien. (Un OSBL le sud-ouest de l’Ontario) ”



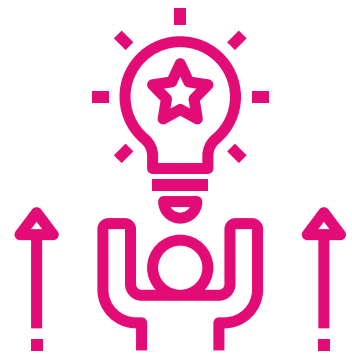
“ Tant que chacun des paliers de gouvernement ne reconnaîtra pas que les organismes de bienfaisance populaires jouent un rôle immense dans toute communauté, tous nos organismes devront ultimement fermer leurs portes. (Un OSBL la région d’Ottawa) ”

“ Nous prévoyons qu’il fusionnera avec un autre programme ou un autre organisme, ou qu’il fermera d’ici septembre 2023. Tous nos paliers de gouvernement doivent comprendre que la valeur du secteur est immense. Sans ce secteur, le soutien communautaire s’écroulera, ce qui va affecter les personnes les plus vulnérables et détériorer des relations bénéfiques. (Un OSBL de la région d’Ottawa) ”

L'AVENIR DE LE SECTEUR


LIBÉRER LE PLEIN POTENTIEL DU SECTEUR DANS UNE PÉRIODE OÙ LES COMMUNAUTÉS EN ONT LE PLUS BESOIN

Les organismes communautaires ont manifesté leur résilience en fournissant aux communautés des services de soutien réactifs et ininterrompus en temps de crise sanitaire, économique et humanitaire à la fois. Ils mettent à profit leur expertise, l'infrastructure locale et leur mission à visée communautaire pour bâtir une province d'Ontario où chacun trouve son compte. Les OSBL répondent de leurs actions devant les communautés locales, leur transparence est grande et leurs profits sont réinvestis dans la communauté, de sorte que l'argent des contribuables est dépensé plus efficacement et non gaspillé. Notre secteur abat plus de besogne et le fait plus rapidement. Nos façons de faire ont un bon rapport coût-efficacité et assurent plus de qualité, de flexibilité et d'options.



Le secteur sans but lucratif est aussi un baromètre indicateur des contextes où l'aide sociale ne suffit plus à la tâche. Les organismes ont vu comment la COVID-19 a créé de nouvelles pressions dans le domaine du logement, donc ils continuent à réclamer des changements aux systèmes, notamment de meilleurs liens entre la sécurité alimentaire, le logement, la santé mentale et le bien-être, ainsi que des façons d'assurer la participation significative à la vie communautaire.

Les résultats de ce sondage de 2022 sont alarmants. Ils révèlent qu'alors même qu'un plus grand nombre d'Ontariens et d'Ontariennes se tournent vers les OSBL pour de l'aide, les organismes doivent faire tout leur



possible pour garder leurs portes ouvertes en affrontant des défis de plus en plus complexes et des conditions sociales et économiques changeantes. Surtout, le sondage fait voir que les OSBL ne pourront pas continuer ainsi indéfiniment. Les problèmes s'aggravent et ils sont de nature systémique, donc les solutions devront donc être systémiques également.

Avec des niveaux adéquats de soutien et d'investissement, on pourra libérer tout le potentiel du secteur sans but lucratif pour mieux servir l'intérêt des communautés de l'Ontario.

RECOMMANDATIONS

AU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO :

1. **Créer au sein du gouvernement un foyer administratif capable de travailler efficacement avec les 58 000 organismes sans but lucratif et organismes de bienfaisance de l'Ontario** : Nommer une ou un ministre associé dans le ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce, soutenu par une ou un sous-ministre ou sous-ministre adjoint dans le cadre d'un office responsable des organismes sans but lucratif, des organismes de bienfaisance et de l'innovation sociale.
2. **Bâtir dès maintenant de l'infrastructure sociale viable pour les Ontariens et les Ontariennes** : Adopter des formules stables, flexibles et à long terme pour le financement des opérations, de manière à refléter les coûts véritables de la prestation des services et des

programmes, à suivre le cours de l'inflation, à répondre aux besoins émergents et à réduire le poids de l'administration sur les OSBL.

3. **Assurer la présence future d'une main-d'œuvre résiliente pour les OSBL** : Soutenir le secteur en développant une stratégie de développement de la main-d'œuvre et de formation professionnelle dans le cadre du Fonds pour le développement des compétences ou un autre mécanisme approprié. La stratégie doit viser la pénurie de main-d'œuvre, promouvoir les carrières dans le secteur sans but lucratif et créer des possibilités pour l'acquisition de compétences professionnelles recherchées.
4. **Renforcer le bénévolat en réduisant les lourdeurs administratives** : Créer une stratégie provinciale pour la relance du bénévolat qui vise les impacts négatifs de la pandémie sur le bénévolat et qui promet d'éliminer les frais pour les vérifications des antécédents en vue d'un travail auprès de personnes vulnérables.
5. **Investir dans les organismes sans but lucratif et les groupes d'action locale au service de communautés où l'accès équitable doit être assuré** : Il s'agit notamment des communautés noires et d'autres communautés racialisées; des communautés autochtones, inuites et métisses; et des organismes au service de personnes ayant un handicap, de femmes, de jeunes, de nouveaux arrivants, notamment les nouveaux arrivants francophones, et les ménages à faible revenu.

ACTIONS RECOMMANDÉES

AU SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF :

1. **Se réseauter** : Se rassembler entre sous-secteurs et entre régions pour échanger des informations. S'entendre sur des normes minimales pour les salaires et les frais d'administration lorsque les possibilités de financement et des contrats se présentent, par exemple.
2. **Faire connaître la situation** : Agir de pair avec les travailleurs, les syndicats, les employeurs de toute taille dans le secteur et les communautés pour que le public entende clairement que la situation actuelle du secteur des OSBL est alarmante et comprenne clairement les coûts qui en résulteront si on ne les appuie pas.
3. **Revendiquer collectivement** : Faire écho aux recommandations formulées dans ce rapport dans les communications des OSBL avec le gouvernement provincial et dans leur travail de discussion des politiques publiques et de revendication.

RÉFÉRENCES

1. La source: [CEE Centre for Young Black Professionals](#) and [The Circle on Philanthropy and Aboriginal Peoples in Canada](#)
2. L'ONN utilise une typologie des sous-secteurs de la [Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project](#)

RECONNAISSANCE

ONN et l'AFO tiennent à exprimer leur gratitude à Community Researchers pour leur appui avec ce sondage. Nous sommes également reconnaissants envers nos partenaires pour avoir aidé à rejoindre des organismes à but non lucratif et des organismes de bienfaisance à travers l'Ontario.

- Chatham-Kent Nonprofit Network
- Fondation Trillium de l'Ontario
- Nonprofit Network of Southern Georgian Bay
- Northern Ontario Nonprofit Network
- Perth-Huron Nonprofit Network
- Pillar Nonprofit Network
- Social Planning Network of Ontario
- Toronto Nonprofit Network
- Timmins Community Group

Nous tenons également à remercier tous les répondant.e.s du sondage, ainsi que nos partenaires pour avoir partagé le sondage et encouragé les organismes de leurs réseaux à participer, nous fournissant des données précieuses. Des initiatives comme celle-ci sont possibles grâce au généreux soutien d'organismes à but non lucratif et de bienfaisance de toute la province.

Ontario Nonprofit Network

300 - 2 St Clair Ave E #300,
Toronto, ON M4T 2T5
<https://theonn.ca/>
info@theonn.ca

Assemblée de la francophonie de l'Ontario

435 rue Donald, bureau 336
Ottawa, ON K1K 4X5
<https://monassemblee.ca/>
communications@monassemblee.ca